

LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES depuis le changement de régime

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur un certain nombre d'élections professionnelles dans les usines, dans le précédent numéro de notre journal.

En règle générale, on constatait simultanément un tassement des voix de la C.G.T. ou des pertes relativement plus importantes, une augmentation de l'abstentionnisme, et une certaine marge de progression de la C.F.T.C. et, à un degré moindre, de F.O.

Ces phénomènes se précisent davantage maintenant.

Dans la métallurgie:

CHAUSSON (Asnières-Gennevilliers)

	1956	1958
Votants.....	3.906	4.146
C.G.T.	2.612	2.505
C.F.T.C.	513	629
F. O.	608	658
Autonome.	73	144

L.M.T. (Boulogne-Billancourt)

	1956	1958
Votants.....	1.696	1.687
C. F. T. C.	226	314
C. G. T.	1.254	1.096
F. O.	216	277

Chez MICHELIN, à Clermont-Ferrand, on retrouve les mêmes caractéristiques que chez Citroën: un fort pourcentage d'abstentions: 56,8 % contre 68 % dans la grande usine parisienne.

MICHELIN

Inscrits: 2.652. — Exprimés: 1.146

F. O.: 513 contre 449 en 1956.
C. F. T. C.: 447 contre 434 en 1956.
C.G.T.: 186 contre 332 en 1956.

Néanmoins, toute une série de résultats dans beaucoup de petites entreprises, de toutes corporations, en province, consacrent la prédominance de la C.G.T. qui est généralement seule à présen-

ter des candidats. Elle est aussi, toujours, très majoritaire dans la classe.

Dans les mines de fer de Lorraine, quelques élections ont eu lieu, qui prouvent sa stabilité.

Droitaumon: C.G.T.=381 (80%), C.G.T.C.=93.

Auboué: C.G.T.=305 (72 %), F.O.=117.

Piennes: C.G.T. 358 (78 %), F.O.-C.F.T.C.=98.

La presse bourgeoise a déjà exploité à fond les résultats des élections Citroën puis celles de Simca. Dans cette dernière usine, à Poissy, aux élections de délégués du personnel, la C.G.T. totalise 348 voix, les « autonomes » 1.395 voix, les « indépendants » 2.595. La C.G.T. enregistre une perte de 17 % par rapport à l'an dernier. La signification dans le cas de Simca est très claire. Ces résultats sont l'œuvre des fascistes du dit syndicat indépendant qui truque, matraque et terrorise avec la complicité de Pigozzi, le patron: Refus d'afficher le matériel C.G.T.; refus de communiquer aux électeurs par correspondance le bulletin de vote C.G.T.; bulletins C.G.T. dissimulés; contrôle et dépouillement sous la « protection » des indépendants, etc. La nouveauté, si l'on peut dire, de l'avènement de Gaulle, c'est que les fascistes n'ont jamais été aussi impudents et Pigozzi aussi complice de ces derniers. C'est la marque du régime...

Une remarque particulière mérite d'être faite pour les usines Renault où, à quelques semaines d'intervalles, viennent de se dérouler avant le 13 mai 1958 les élections de délégués du personnel, et après les événements, le 27 juin, les élections au Comité d'entreprise.

Voici la comparaison, le premier chiffre indique l'élection en avril 1958 en le second en juin 1958:

Inscrits: 28.281; 28.347

Votants: 23.271; 23.181.

Abstentions: 3.980 (14,1 %); 5.166 (18,2 %) + 4,1 %.

Nuls, blanc: 1.030 (3,6 %); 918 (3,2 %) — 0,4 %.

C. G. T.: 16.624 (58,8 %); 15.539 (54,8 %) — 4 %.

C.F.T.C.: 3019 (10,7 %); 3.369 (11,88 %) + 1,11 %.

F. O. 1.713 (6 %); S.I.R.: 1.915 (6,8 %); 3.355 (11,83 %) (coalition F.O.-S.I.R) — 1 %.

Il semble que c'est encore cette usine qui symbolise le mieux les phénomènes électoraux dus au gaullisme, dans la classe ouvrière, au moins à l'étape présente.

DEUX EDITIONS SENSATIONNELLES:

Paraîtra en Septembre

une réédition de:

« OU VA LA FRANCE? »

par Léon TROTSKY

(Une série d'articles écrits de 1934 à 1936, et qui sont d'une actualité brûlante à la suite des événements de mai 1958).

**

Cette réédition sera suivie rapidement de la publication du tome II des « ECRITS » de Léon Trotsky, comportant tous ses articles et brochures sur:

— L'Allemagne, de 1930 à 1933.

— La Révolution espagnole de 1931 à 1938.

DÉFENDRE LES AVANTAGES ACQUIS

L'offensive du patronat contre les conditions de vie de la classe ouvrière, contre ses libertés syndicales et politiques est inscrite en caractères gras dans la signification politique de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir.

Cela ne saurait être mieux éclairé que par la composition sociale du gouvernement.

Pompidou de chez Rothschild, chef de Cabinet; Roos, patron des Usines Chausson, secrétaire d'Etat à l'Air; Couve de Murville, représentant la Banque de l'Union Parisienne, ministre des Affaires étrangères, entre autres. Sans oublier le ministre des Finances, Pinay.

Côté scène: De Gaulle: « Je ne suis pas l'homme d'une coterie, ni d'intérêts particuliers. » Fort de quoi il demande à tous de faire des sacrifices « nécessaires ». Les revendications de salaires ne sont plus de saison, on verra plus tard...

Côté coulisse: M. le ministre des Finances fait savoir aux possédants que tant qu'il s'appellera Pinay ils n'ont rien à craindre. « L'impôt sur le capital n'est même pas envisagé! »

Mais le blocage des salaires ne suffit pas au patronat. La Sécurité sociale est une institution qu'ils aimeraient voir disparaître. Et les fonctionnaires viennent d'entendre proférer certaines menaces contre leur droit de grève. Une réglementation de celui-ci est en préparation. Il s'agit selon la formule consacrée, « d'éviter que la grève porte préjudice au public ». Comme par hasard cela concerne en premier lieu, les secteurs où elle est la plus efficace.

Dans le même temps, la récession commencée aux U.S.A. se répercutant en Europe, commence à se manifester en France par la réduction de la demande de biens

de consommation. L'industrie textile est touchée, celle du motocycle également. Des licenciements se produisent dans ces secteurs. Avec ceux de l'aéronautique cela fait des milliers de travailleurs qui, en l'espace de quelques semaines, sont jetés à la rue.

Les nuages s'accumulent sur la classe ouvrière. Avec de Gaulle au gouvernement les patrons se sentent les coudées franches.

Il s'agit de briser leur élan.

Pour cela il faut refuser de s'installer dans le nouveau régime.

De ce point de vue, il faut dénoncer l'attitude de la C.F.T.C. et de F.O. qui se comportent vis-à-vis du gouvernement comme de ceux qui l'ont précédé. Leur attitude est telle que parfois ils refusent d'appeler à l'action en commun avec la C.G.T., même quand les fascistes ont attaqué des locaux syndicaux.

La lutte pour la défense des avantages acquis, pour l'augmentation des salaires, les 40 heures sans diminution de salaire, les conventions collectives, doit être menée vigoureusement dans le cadre d'un programme d'action qui écarte toute illusion « démocratique » et dans la perspective d'un renversement du gouvernement par l'instauration d'un gouvernement basé sur les partis de la classe ouvrière.

C'est dans ce sens que la C.G.T. doit orienter son activité. Pour réaliser cette tâche, il est nécessaire également de procéder à un examen critique des luttes revendicatives des dernières années. Il est grand temps, en effet, d'abandonner les méthodes qui nous ont conduit de « victoires » en « victoires » à de Gaulle. Grand temps aussi de mener une lutte effective contre la guerre d'Algérie.

VATAUD.